

	CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DE LA PLATEFORME « FORMASANTE »	OF/20/DOC/23/01
		13/10/2023
	<i>Prévention, Traitement et Suivi de la Maladie Rénale</i>	Page 1 sur 3

Objectif du document :

Les présentes conditions générales d'utilisation ont pour objet l'encadrement juridique des modalités de mise à disposition des services de la plateforme FormaSanté et leur utilisation par l'utilisateur.

Les CGU doivent être acceptées par tout utilisateur souhaitant accéder à la plateforme de formation. Elles constituent le contrat entre le site et l'utilisateur. L'accès au site par l'utilisateur signifie son acceptation des présentes conditions générales d'utilisation.

Article 1 : mentions légales

L'édition de la plateforme FormaSanté est assurée par AVODD Formation, dont le siège se situe :
Centre Jean Hamburger - 579 Boulevard Maréchal Juin - 83418 Hyères

AVODD est une association de droit local, ainsi qu'un établissement de santé privé d'intérêt collectif ayant notamment une activité d'organisme de formation.

M. Robert COPOLA est président d'AVODD. Sa direction est assurée par Monsieur Christophe MALTOT
L'hébergeur de la plateforme est « devclic.fr », Immeuble "Le Mathis", 204 avenue de Colmar, 67100 STRASBOURG, dont le siège social est situé au 3 rue de la Division Leclerc à Strasbourg.

Article 2 : Définitions

La présente clause a pour objet de définir les termes essentiels du contrat :

- Utilisateur : ce terme désigne toute personne qui utilise la plateforme
- Contenu utilisateur : ce sont les données transmises par l'utilisateur au sein de la plateforme
- Membre : l'utilisateur devient membre lorsqu'il est identifié sur le site
- Identifiant et mot de passe : l'ensemble des informations nécessaires à l'identification de l'utilisateur sur la plateforme.

Le mot de passe est confidentiel.

Article 3 : Accès à la plateforme

La plateforme permet à l'utilisateur un accès gratuit :

- Aux modules E-Learning liés à la formation suivie
- Aux supports de formation dématérialisés
- Aux documents administratifs de sa formation (convention, attestations, factures..).

La plateforme est accessible gratuitement en tout lieu à tout utilisateur ayant un accès internet. Tous les frais supportés par l'utilisateur pour accéder au service (matériel informatique, logiciels, connexion etc.) sont à sa charge.

La plateforme met en œuvre tous les moyens mis à sa disposition pour assurer un accès de qualité à ses services. L'obligation étant de moyens, la plateforme ne s'engage pas à atteindre ce résultat.

Tout évènement dû à un cas de force majeure ayant pour conséquence un dysfonctionnement du réseau ou du serveur n'engage pas la responsabilité de FormaSanté.

L'accès à la plateforme peut à tout moment faire l'objet d'une interruption, suspension ou modification, sans préavis pour une maintenance ou pour tout autre cas. L'utilisateur s'oblige à ne pas réclamer aucune indemnisation suite à l'interruption, la suspension ou la modification du présent contrat.

L'utilisateur a la possibilité de contacter le site par messagerie électronique à l'adresse : formation@avodd.fr

Article 4 : Propriété intellectuelle

L'ensemble des documents et contenus de la plateforme font l'objet d'une protection par le Code de la propriété intellectuelle et plus particulièrement par le droit d'auteur.

L'utilisateur sollicite l'autorisation préalable de FormaSanté pour toute reproduction, publication ou copie des différents contenus.

L'utilisateur s'engage à une utilisation des contenus de la plateforme dans un cadre strictement privé. Une utilisation des contenus à des fins commerciales est strictement interdite.

Tout contenu mis en ligne sur la plateforme par l'utilisateur est de sa seule responsabilité. Il s'engage à ne pas mettre en ligne de contenus pouvant porter atteinte aux intérêts de tierces personnes. Tout recours en justice engagé par un tiers lésé contre la plateforme sera pris en charge par l'utilisateur.

Le contenu de l'espace personnel de l'utilisateur peut être à tout moment et pour n'importe quelle raison supprimé ou modifié par la plateforme. L'utilisateur ne reçoit aucune justification ou notification préalablement à la suppression ou modification du contenu utilisateur.

Article 5 : Protection des données à caractère personnel

La base légale du traitement est la nécessité de constitution d'un dossier administratif en vue de l'exécution de la convention de formation. Les informations collectées par AVODD, directement auprès de vous dans le cadre de votre formation à AVODD, font l'objet d'un traitement de gestion et suivi de votre dossier administratif, de gestion de l'organisme de formation, et des travaux statistiques à usage du service.

Vos informations (coordonnées, nom, prénom, téléphone, courriels, adresse, profession...) sont à destination de la direction, du service informatique, du service formation. Les données sont conservées 5 ans après votre dernière coopération avec AVODD.

Conformément au Règlement (UE) 2016/179 relatif à la protection des données à caractère personnel, ainsi qu'à la Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement (droit à l'oubli), droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité. Vous pouvez également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement, et à la communication de vos données à caractère personnel après votre décès.

Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant, si cela ne s'oppose pas aux obligations imposées à AVODD par la loi de recueil et de traitement de vos données personnelles.

Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier à : dpo@avodd.fr ou par courrier à AVODD – DPO - Centre Jean Hamburger - 579 Boulevard Maréchal Juin - 83418 Hyères. Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Article 6 : Responsabilité et force majeure

Les informations diffusées sur la plateforme sont réputées fiables. Toutefois, le site se réserve la faculté d'une non garantie de la fiabilité des sources. L'utilisateur assume seul l'entière responsabilité de l'utilisation des informations et contenus de la plateforme.

L'utilisateur s'assure de garder son mot de passe secret. Toute divulgation du mot de passe, quelle que soit sa forme est interdite.

L'utilisateur assume les risques liés à l'utilisation de son identifiant et mot de passe. La plateforme décline toute responsabilité.

Tout usage de la plateforme par l'utilisateur ayant directement ou indirectement pour conséquence des dommages doit faire l'objet d'une indemnisation au profit de la plateforme.

Une garantie optimale de la sécurité et de la confidentialité des données transmises n'est pas assurée par la plateforme. Toutefois, le site s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin de garantir au mieux la sécurité et la confidentialité des données.

La responsabilité de la plateforme ne peut être engagée en cas de force majeure ou du fait imprévisible et insurmontable d'un tiers.

Article 7 : Liens hypertextes

De nombreux liens hypertextes sont présents sur la plateforme, cependant les pages web où mènent ces liens n'engagent en rien la responsabilité de la plateforme FormaSanté qui n'a pas le contrôle de ces liens.

L'utilisateur s'interdit donc d'engager la responsabilité de la plateforme concernant le contenu et les ressources relatives à ces liens hypertextes sortants.

Article 8 : Évolution du contrat

La plateforme se réserve à tout moment le droit de modifier les clauses stipulées dans le présent contrat.

Article 9 : Durée

La durée du présent contrat est indéterminée. Le contrat produit ses effets à l'égard de l'utilisateur à compter de la première connexion.

Article 10 : Droit applicable et juridiction compétente

La législation française s'applique au présent contrat. En cas d'absence de résolution amiable d'un litige né entre les parties, seuls les tribunaux français sont compétents.